

[Text]

First, although in the past there have been conversions from rental accommodation to condominiums, we find that the market shows the condominium market is soft. Therefore, if the move was motivated by the owners out of profit, we think the market conditions no longer apply and you will not have that kind of thing happening. In other words, it will not be possible to move easily into the condominium area.

Secondly, you raise a couple of points about housing being torn down. The central government cannot control that; we can only do what it is possible for us to do. The question of demolition, of land use, is one that rests with the municipality. If your local municipalities are going to permit and encourage that type of activity, yes, the federal government could very well be frustrated in its objectives. I certainly hope that will not be the case.

Finally, there is massive evidence that the program we introduced was on target. I think, for example, of the statement that I saw yesterday by the minister of consumer and corporate affairs for the Province of Alberta, nonetheless, praising the federal government for reintroducing this program to address the very problems that you and I say need addressing. I can say as well that your own minister of housing from the Province of British Columbia, as late as three weeks ago visited me with background material and urged that this was the most effective way to address the tight rental markets in the Province of British Columbia. The Hon. Mr. Chabot urged finally that the federal government proceed with this program. Needless to say, the other provincial ministers of housing all agree. Mr. Bennett from Ontario has urged the same thing.

Our conclusion is that this program, which is of limited duration until the end of next year, is one that should, of any program, address the problem of the tight rental markets in the metropolitan areas across the country. Having said all of that, of course you cannot forget that the objective in housing is to serve all Canadians of all income levels. We did address the issue of beefing up the non-profit component by the accelerated allocation of an additional 5,000 units this year. I understand that has assisted even in your province, and in your city as well.

• 0950

Mrs. Mitchell: I think there is no question that the governments you mention were looking, as I believe you have been, at the industry side of it rather than at the target groups that need housing. I would really appreciate it very much if you would send me copies of any massive evidence that this program did help the lower-income groups, because certainly

[Translation]

moyens revenus, dont vous parlez. Si nous en sommes venus à cette conclusion, c'est pour les raisons suivantes:

Tout d'abord, bien que par le passé on ait permis la conversion de logements locatifs en condominiums, nous constatons que le marché accuse un ramolissement du marché des condominiums. Par conséquent, si par le passé les propriétaires étaient poussés à de telles mesures par l'appât du gain, nous croyons que les conditions du marché ne permettent plus une telle situation qui ne se reproduira plus. En d'autres termes, il n'est plus possible d'accaparer facilement le marché des condominiums.

Deuxièmement, vous soulevez plusieurs points au sujet de logements qu'on démolit. Le gouvernement central n'y peut rien; nous ne pouvons faire que ce qui est de notre domaine. C'est aux municipalités qu'il revient de régler les questions de démolition et d'utilisation du terrain. Si les municipalités locales permettent et encouragent ce genre d'activités, il se peut fort bien, en effet, que le gouvernement fédéral se voit frustré dans la réalisation de ses objectifs. J'ose espérer que ce ne sera pas le cas.

Enfin, il est indubitable que le programme que nous avons présenté fait l'objet d'accusations. Je pense, par exemple, à la déclaration que j'ai vue hier, qu'aurait fait le ministre de la Consommation et des Corporations de l'Alberta qui félicitait le gouvernement fédéral d'avoir remis en oeuvre ce programme, en vue de trouver des solutions aux problèmes qui doivent se régler d'après vous et d'après moi. Je peux également vous affirmer que votre propre ministre du logement, celui de la Colombie-Britannique, encore il y a trois semaines, m'a apporté de la documentation et m'a affirmé que ce programme était la façon la plus efficace de régler le problème du manque de logement locatif en Colombie-Britannique. M. Chabot encourageait enfin le gouvernement fédéral à donner suite à ce programme. Il va sans dire que les autres ministres provinciaux du logement en conviennent tous. M. Bennett de l'Ontario demandait la même chose.

Nous concluons donc que ce programme dont la durée est fixée à la fin de l'an prochain, est celui qui de tous les programmes devrait régler le problème du manque de logements locatifs dans les régions métropolitaines partout au pays. Cela dit, évidemment, il ne faut pas perdre de vue l'objectif qui est celui d'offrir des logements à l'intention de tous les Canadiens, quel que soit leur niveau de revenus. Nous nous sommes penchés sur la question de donner plus de poids à l'élément du logement à but non lucratif, en augmentant les allocations à ce chapitre, ce qui permettra la construction de 5,000 unités supplémentaires cette année. Si je comprends bien, cette mesure a aidé votre province, et votre ville.

M^{me} Mitchell: Je crois qu'il ne fait aucun doute que les gouvernements dont vous parlez examinaient, tout comme vous je crois, la question du point de vue de l'industrie plutôt que du point de vue des groupes qui ont besoin de logement. Je vous serais vraiment reconnaissante de me faire parvenir copie de tout élément de preuve établissant que le programme en